



J D G
#SOLIDARITE-FILIERE

LE DOSSIER

Page 3

Les propriétaires ont la parole

AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ

Page 10

Antoine Hamelin

part à Hongkong

LE QUOTIDIEN DES SOCIOPROFESSIONNELS DU GALOP DEPUIS 2007

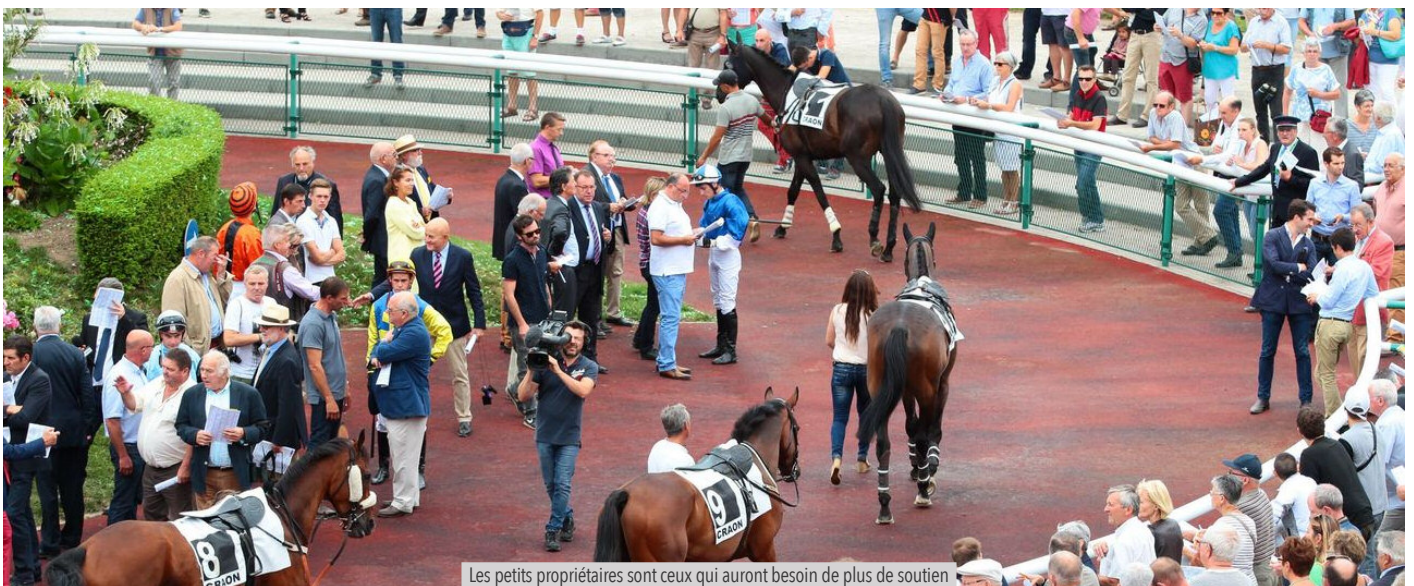
MARDI 24 MARS 2020 • NUMÉRO 4459

LES PROPRIÉTAIRES FACE À LA CRISE

Allez les petits ! (une question de survie)

Tout le monde sera impacté par cette crise, les gros propriétaires comme les petits. Il ne faut donc en aucun cas les opposer. Ni d'ailleurs opposer les professionnels et les amateurs, car les uns ont besoin des autres. Si par exemple on veut sauver les entraîneurs, il faut prévoir quelque chose pour les propriétaires qui auront du mal à assumer le paiement des pensions.

Là, on ne parle plus de baisse de recettes ou de difficulté à réinvestir... on parle de survie. De simple survie. Alors pour détourner le regretté Roger Couderc : « Allez les petits ! »



Les petits propriétaires sont ceux qui auront besoin de plus de soutien

Mayeul Caire

Fondateur de Jour de Galop
mc@jourdegalo.com

Le "petit" propriétaire français vit depuis de longues années une crise très grave. Avec le coronavirus et l'arrêt de toute compétition hippique, sa crise latente est devenue une crise présente. Allez sur le site de France Galop, à la page du classement des propriétaires millésime 2019. Il date d'avant le coronavirus. Là, passez les grandes casaques classiques internationales, passez les entraîneurs dont le métier n'est pas de posséder des chevaux, passez ceux dont l'activité professionnelle et principale est l'élevage, passez les étrangers qui ne sont pas soumis à la fiscalité française... et vous serez face à un

quasi désert ! Le propriétaire français est devenu (presque) aussi rare que le dodo sur l'île Maurice !

Les causes en sont connues. La première, et la plus importante, est la fiscalité.

Dans un pays qui a inventé les "signes extérieurs de richesse", dans un pays où vous êtes considéré comme "riche" dès que vous triplez le Smic, dans un pays où les "riches" sont cordialement haïs par le pouvoir et par leurs voisins, la fiscalité assassine les cadres, les patrons de PME, les professions libérales, les artisans-commerçants... Or c'est dans ces rangs que les courses, traditionnellement, recrutaient ses propriétaires. ●●●

●●● *Allez les petits ! (une question de survie)*

C'est aussi la fiscalité qui incite les plus riches à quitter le pays, au moins fiscalement. Et ceux-là ne sont pas forcément très empressés d'investir leur argent dans les courses françaises, une fois qu'ils se sont mis à l'abri de Bercy.

L'autre cause, indirecte, est la fiscalité sociale. Notre pays ne sait pas financer sa santé... mais il sait financer son aide sociale. Comment ? En imposant un niveau de charges sociales hyper élevé ce qui, dans un métier de main d'œuvre comme les courses, fait des dégâts considérables. On connaît le cercle vicieux : les charges sociales augmentent, les pensions augmentent, les petits propriétaires ne peuvent plus s'aligner ; d'abord ils réduisent, ensuite ils disparaissent.

Dans la grave crise que nous vivons, il me semble évident qu'il est de l'intérêt de tous d'aider et surtout de sauver le maximum de "petits" propriétaires résidents fiscaux français. Et je ne dis pas cela parce que je suis moi-même un micro-propriétaire et un micro-éleveur. Je dis cela parce que c'est la logique.

Aider les petits propriétaires français, c'est l'intérêt des entraîneurs : sans leurs pensions, beaucoup d'entraîneurs seront en difficulté. C'est l'intérêt des éleveurs, car il est des strates du marché où seuls les Français sont actifs. C'est l'intérêt du PMU (et donc des allocations et de donc de tous), car plus il y a de propriétaires différents, plus il y a de partants. Et c'est l'intérêt de France Galop qui, au-delà des allocations, a besoin de membres pour vivre.

Voilà pourquoi l'opposition actuelle entre gros et petits est stérile. Tout comme est stérile l'opposition entre amateurs et professionnels, comme nous venons de l'expliquer en montrant que tout le monde se tient par la barbichette, comme dans une chaîne de solidarité évidente.

Il y a quelques années, je me souviens d'ailleurs que Bertrand Bélinguier avait obtenu de l'État une aide pour compenser la hausse de la T.V.A. Comment avait-elle été utilisée ? Elle avait été répartie de manière équitable auprès de tous les propriétaires actifs (de mémoire, cela représentait 100 € par cheval à l'entraînement et par mois) – quel que soit leur statut et leur taille.

Pour autant, cela ne veut pas dire que l'État aidera tout le monde. On a compris que sa priorité était d'aider les professionnels. Car l'État veut d'abord préserver (puis redémarrer) la machine économique. Il est donc compréhensible qu'il aide en priorité les entreprises et les commerces. C'est une des raisons – pragmatiques – pour lesquelles la gouvernance de la filière cheval a mis en avant les professionnels dans sa négociation avec le ministère de l'Agriculture.

Mais j'en tire par ailleurs la conclusion que si l'État n'aide pas les "propriétaires amateurs", ce sera à l'Institution de les aider. France Galop a déjà commencé en suspendant notamment les cotisations d'entraînement.

Je ne suis pas un fan des positivistes du chaos. Mais il est vrai qu'à la marge, et au prix d'un mélange d'inventivité, de détermination et d'énergie (et à ce seul prix), les crises peuvent accoucher de solutions nouvelles et prometteuses.

Ainsi, si l'on veut conserver un fragile tissu de propriétaires français, il faudra prévoir quelque chose.

On peut imaginer un programme de courses protégé, réservé aux "petits propriétaires résidents fiscaux français amateurs" (sic !). Pourquoi pas ? Après tout, il existe dans d'autres sports des compétitions différentes en fonction des finances et de la taille des acteurs (Ligue 1 et 2... voire un peu plus, versus clubs "amateurs"), ce qui n'empêche pas tout le monde de se retrouver dans une compétition commune (la Coupe de France, qui mêle le football professionnel et le football amateur).

Je sais que certains diront que les courses ne sont pas le football... Croyez-vous donc que ce soit impossible chez nous ? Eh bien si c'est possible ! D'ailleurs, l'un des plus grands pays de courses du monde l'a fait et s'en porte très bien : c'est le Japon, qui a un sport à deux vitesses, avec un circuit de haut niveau (géré par la Japan Racing Association) et un circuit local (géré par la National Association for Racing).

Une idée à méditer, en attendant de remettre la tête dans le guidon ! ◻